



La lettre du groupe des démocrates et des républicains



La planche à billets

La dernière réunion du Conseil général concernait les orientations budgétaires.

Séance sans vote, où la majorité Dusserre présentait son bilan politique et financier.

Triste bilan : on pouvait écarquiller les yeux, sans trouver véritablement au cours de ces deux ans et demi la moindre action innovante ou porteuse d'espoir.

Pas le moindre coin de ciel bleu dans la grisaille.

Bien sûr, des choses ont été faites : mais que ce soit l'organisation des transports, la carte jeune, ou même l'Agenda 21, elles avaient été initiées par notre majorité.

Quant au bilan financier, il est calamiteux.

En moins de trois ans, la majorité Dusserre a réussi le tour de force d'alourdir nos impôts (+33%), de réduire nos marges de manœuvre (l'épargne du Département ne paye même pas les annuités de la dette) et de creuser vertigineusement cette dette, qui est passée de 55M € à près de 200M € en 2011 !

En investissant de façon extravagante dans cette période de vaches maigres, **la majorité Dusserre a joyusement fait tourner la planche à billets pour financer à crédit sa politique irresponsable.**

Il est temps que la parenthèse de cette mandature se referme, et que les Haut-Alpins confient à une nouvelle majorité le soin de redresser le département.



Christian Graglia

Après lui, le déluge...

L'analyse des Orientations Budgétaires faite par Gérard Fromm

C'est un peu la philosophie qui émane des orientations budgétaires présentées par la majorité Dusserre.

Dans un contexte d'amputation par l'Etat du pouvoir fiscal des départements et de gel des dotations pendant au moins trois ans (je rappelle que ces dotations représentent 1/4 des recettes du Conseil Général), **la majorité Dusserre nous présente un projet dénué de toute vision prospective.**

En effet, le Programme Pluriannuel d'Investissement est arrêté à 250M € sur 5 ans, soit 50M € de Crédits de Paiement par an.

Mais il n'y a aucune trace de ces projections budgétaires au-delà de 2011 !

Au contraire, un rapide calcul montre la gravité de la situation. L'année 2010 s'achèvera avec une dette de 165M €. Pour la rembourser, il faudra donc 12 ans d'une épargne brute prévue à 14M €.

Sur 2011, les 50M € d'investissements vont nécessiter 23,6M € d'emprunt, sachant qu'environ 8M € de capital seront remboursés. **La dette finira donc l'année autour de 181M €, soit 13 années d'une épargne brute maintenue à 14M €.**



Et ce résultat ne pourrait être obtenu qu'au prix d'un colossal effort sur les dépenses de fonctionnement (0,93% sur le budget principal, 1,70% en consolidé !) **dont la faisabilité reste à vérifier.**

Que va-t-il arriver lors des 4 années suivantes, alors que les intérêts des emprunts vont venir ponctionner l'épargne, que les +1,70% sur les dépenses vont devenir de plus en plus difficiles à tenir, et qu'aucune réelle amélioration des recettes de fonctionnement où vont prédominer les ressources déclinantes (TIPP, TSCA, taxe compensatoire de la taxe professionnelle, dotations, concours de la CNSA, ...) n'est à attendre ?

A l'évidence, cette trajectoire n'est pas tenable. Après 2011, des revirements brutaux sont inévitables :

- soit une forte hausse du taux de la Taxe sur le Foncier Bâti, seule taxe modulable résiduelle;
- soit une révision à la baisse du programme d'investissement — **comme nous l'avons toujours réclamé** — pour, au minimum, stabiliser la dette (et sans doute la faire reculer);
- soit très probablement les deux.



Le Conseil Général des Hautes-Alpes

En 2011 d'ailleurs, pour stabiliser la dette, il faudrait investir non pas 50M €, mais 35M €.

L'exécutif Dusserre prétend ne pas pouvoir grand chose à la situation actuelle : ce n'est vrai qu'en partie.

Il y aurait quand même lieu de s'interroger sur **la division par deux de l'épargne brute** entre les années 2006-2007 (elle était alors aux alentours de 25 à 30M €) et aujourd'hui.

Cette diminution préoccupante est sans commune mesure avec celle que connaît la moyenne des départements français alors même que le Conseil Général 05 est celui qui a le plus relevé ses taux fiscaux entre 2008 et 2010.

La hausse des interventions sociales régulièrement avancée comme explication quasi-exclusive, mais que tous les départements ont connue — parfois dans des proportions bien plus importantes du fait du poids du RMI/RSA — n'aurait-elle pas bon dos ?

De fait on peut s'interroger sur **la dérive du budget de fonctionnement** durant les années 2008-2009.

En conclusion les orientations budgétaires 2011 ne prennent pas la mesure du contexte et de la dégradation des comptes intervenue depuis 2008, en dépit des +30% de hausse d'impôts, et reportent à 2012, après les élections de mars 2011 des mesures d'ajustement qui seront extrêmement douloureuses.

Gérard Fromm

Les interventions d'Auguste Truphème



«Tous les conseillers généraux sont nos amis»

Dans sa dernière tribune politique, la majorité départementale a vivement attaqué la gestion d'Auguste Truphème à la tête du Département en mentionnant que l'argent du contribuable a «coulé à flot» dans certains secteurs et de préférence dans les cantons de nos amis politiques.

Lors de la dernière séance plénière, Auguste Truphème a dénoncé cette affirmation, qu'il a jugée scandaleuse et profondément mensongère.

«Durant ma présidence de 2004 à 2008, la majorité s'est attachée à restaurer l'équité entre les territoires après les déséquilibres nés de la politique de MM. Bayrou et Dusserre.

Notre ancienne majorité a toujours fait abstraction de l'appartenance politique des conseillers généraux pour les investissements et aides du Département auprès des territoires. Le seul objectif : répondre aux urgences et aux besoins des hauts-alpins quel que soit leur canton.

Aucun conseiller n'a été favorisé par rapport à un autre. Tous les conseillers généraux étaient nos amis.

La solidarité avec les hauts-alpins a toujours été privilégiée. Par exemple, je n'ai pas hésité à faire geler des travaux moins urgents pour que des fonds soient apportés en 2007 aux communes du Valgaudemar qui venaient de subir d'importants dégâts sur leurs ponts communaux et digues à la suite de crues torrentielles des Drac et de et de la Séveraisse.»

Dilemme

Mardi 12 octobre, la séance plénière du Conseil Général coïncidait avec la manifestation pour nos retraites.

La moitié d'entre nous est donc allée soutenir les manifestants, l'autre restant à son poste pour assurer notre présence en plénière.



Comment les Hautes-Alpes tournent le dos à ITER

Auguste Truphème a également questionné la majorité Dusserre sur la convention constitutive du groupement d'intérêt public «ITER-Val de Durance», qui a vocation à accompagner les aménagements liés à la montée en puissance d'ITER au niveau régional.

« Je suis surpris que le Département des Hautes-Alpes, membre de ce groupement, n'ait pas favorisé l'adhésion de la communauté de communes du Laragnais (CCL) au sein de cette structure. En effet, la CCL est la collectivité haute-alpine la plus proche du projet d'ITER et donc la plus concernée par ses retombées.

C'est la raison pour laquelle l'ancienne majorité avait prévu de développer une zone d'activité au Poët tournée vers ITER et les nouvelles énergies.

Ce projet, porteur de développement et d'emplois, a totalement été abandonné par l'équipe Dusserre.

Or ce territoire avait suscité l'intérêt d'investisseurs étrangers et avait reçu par exemple l'attention du gouvernement tchèque, de la Ministre Valérie Pécresse ou encore des présidents de la Chambre de Commerce de Turin et de la Banque Sanpaolo.

500.000 euros par an, pendant 10 ans, c'était la participation prévue du Département des Hautes-Alpes au projet d'ITER, qui par dérogation n'était pas mise dans le pot commun régional mais bien à destination du développement des Hautes-Alpes.

Alors je m'inquiète du devenir de ces fonds et je regrette qu'ils ne soient pas mobilisés au profit du département.»

Le cri d'alarme de Guy Blanc

L'élu et chirurgien gapençais s'élève contre la menace de disparition des médecins en milieu rural.

Quand je regarde l'avenir proche je suis atterré par la pénurie de médecins qui nous menace.

Dans les 5 à 10 ans qui s'annoncent, pouvoir être soigné, relèvera du défi, pour certains (les plus démunis ou les moins avertis).

Et pourtant notre région PACA est la mieux dotée en médecins. Alors que la population de la Région héberge 8% des français, 12% des médecins de la nation y exercent leur art.

C'est dire que la situation est encore beaucoup plus grave ailleurs !

Que se passe-t-il déjà chez nous ?

Le Queyras n'aura bientôt plus de médecins. Le secteur de l'Argentière est en sous effectif flagrant. Le Dévoluy n'a un médecin qu'à temps très partiel. [...]

L'Unité de Soins Intensifs de cardiologie, indispensable à l'offre de soins de notre territoire de santé va disparaître faute de cardiologues pour la faire tourner.

Au sein de cette pénurie alarmante, ce qui inquiète le plus c'est l'âge des médecins en exercice : 44% ont plus de 55ans.



Centre Hospitalier de Gap : l'envers du décor

Cette situation touche et va toucher de manière gravissime des spécialités telles que l'imagerie, l'ophtalmo, la pédiatrie, et bien d'autres encore; les patients le perçoivent déjà lorsqu'ils sont confrontés au délai d'obtention d'un rendez vous.

On n'ose donc pas imaginer ce que sera la situation dans cinq ou dix ans.

Certes la Région PACA compte 25.000 médecins mais si plus de 10.000 d'entre eux partent à la retraite dans les 10 ans à venir comment seront ils remplacés?

Les deux Facultés de Nice et Marseille autorisent actuellement par le «Numerus Clausus» 450 étudiants chaque année à poursuivre un cursus pour devenir médecin.

Sur 10 ans, 4.500 praticiens formés au maximum, pour remplacer les 10.000 qui vont partir !

La région aura donc au minimum 5 500 médecins de moins qu'aujourd'hui pendant que la population aura augmenté, en particulier celle des personnes âgées, dont le recours aux soins est le plus fréquent.

Pendant ce temps, la trentaine de facultés françaises impose aux jeunes un goulot d'étranglement, par le biais d'une limitation drastique du nombre d'étudiants français autorisés à devenir médecins.

Ce Numerus Clausus était basé sur le postulat que la limitation du nombre de médecins devait limiter l'offre de soins donc les dépenses de santé.



Statue d'Esculape, dieu de la médecine

Cependant ce postulat c'est révélé faux et inefficace pour ce qui est des économies sur les dépenses de Santé.

Ces dépenses sont d'origine multifactorielle et ont surtout crû avec les progrès techniques, diagnostiques et thérapeutiques de plus en plus coûteux mais... qui serait prêt à y renoncer ? [...]

La profession s'est féminisée, avec la nécessité de longues interruptions de travail et à juste titre le choix d'une vie familiale bien remplie. Notre société de loisir, de consommation et de temps libre, les RTT aidant, a séduit toutes les catégories professionnelles et on mesure maintenant légitimement son temps passé au travail, en médecine comme ailleurs.

Le Numerus Clausus empêche nos jeunes de devenir médecins, là où ils auraient leur place et seraient les bienvenus.

Ce n'est que tristesse de constater que nos 30 facultés, d'un très haut niveau de qualification, ne subviennent plus aux besoins de notre pays.

Parmi le gâchis des 90% de nos jeunes refoulés de La Faculté de Médecine, certains, les plus motivés, les plus courageux, et ceux dont les parents peuvent payer, vont faire leur études en Roumanie et en français, pour revenir ensuite.

N'est ce pas de la lâcheté et de l'hypocrisie que d'accepter que Bucarest soit la 31^{ème} Faculté de Médecine Française ?



Comme les Roms, ces jeunes talentueux sont refoulés en Roumanie. Sauf qu'à eux on ne leur paye, ni l'aller, ni le retour, ni le séjour; alors qu'ils sont prêts à sacrifier leur jeunesse, leur temps et à consacrer toute leur vie professionnelle à soigner nos concitoyens.

Guy Blanc

«Lettre ouverte aux élus»

Energies nouvelles : rien ne va plus...



Une nouvelle réalisation à mettre à l'actif de Dusserre. **Exit l'Agence de l'Energie, qui «n'est pas la bonne réponse à apporter»** aux questions d'énergies renouvelables. Contrairement à ce qu'affirmait l'Agenda 21 du même Dusserre.

On se contentera d'un mini service en interne du Conseil Général.

Sur cet enjeu décisif pour l'avenir du département, on renonce donc à définir des règles avec l'ensemble des acteurs concernés. Pas de schéma départemental en vue, pas de normes partagées à respecter, laissons faire les privés. Continuons le n'importe quoi actuel, et tant pis pour notre environnement ou nos espaces agricoles.

Quant à la formation des entreprises, la sensibilisation du public, aucun intérêt.

Si nous reprenons la majorité en mars prochain, nous mettrons immédiatement en place cet outil indispensable pour faire des Hautes-Alpes un département pilote dans le domaine des énergies renouvelables.

Patinoire de Gap : attention à la chute!



Rôle de façon de gérer les deniers publics, pour R. Didier! Ne fait pas le triple axel qui veut, surtout en matière financière, sans s'exposer à la chute. Qu'on en juge.

On se souvient que le marché du stade de glace avait été attribué malgré un fort dépassement du montant prévu par l'appel d'offres (plus de 13M € contre 8M votés au lancement de la procédure).

Aujourd'hui, nous apprenons que le Conseil Général accepte de participer à hauteur de 3,6M €, mais qu'il programme ses versements jusqu'en ... 2014 !

En réalité il s'agit d'une programmation qui n'est couverte par aucun outil budgétaire, donc d'une simple promesse. Les seules autorisations de programme votées sont de 360.000 € pour 2010, et on peut imaginer que nous voterons d'ici 2011 une nouvelle A.P de 720.000 €.

Pour le reste (plus de 2,5M €) il n'y a en fait aucun engagement financier !

Or la mairie se fait fort de livrer (donc de payer) les travaux en 2012.

Parallèlement le maire de Gap table sur une subvention de 2,6M € de la Région. **Bien entendu, nous allons faire, mes collègues et moi, le maximum, mais M. Didier fait un pari risqué** et pour cause: le dossier est hors critères.

Même le volet "Agir pour l'Energie", mis en avant par la commune, risque fort d'être mis à mal, vu les choix techniques et l'implantation retenus.

C'est un coup de poker périlleux avec l'argent des gapençais, qui pourraient être amenés à payer une ardoise très salée.



Bernard Jausaud

Les échos de l'hémicycle

Pétage de plombs

J-Y Dusserre, perdant son sang-froid, a multiplié, cette séance, les attaques personnelles, traitant par exemple les membres de l'opposition de «cerveaux fatigués», de «nostalgiques du collectivisme» et autres gracieusetés.

Un style inhabituel pour cet homme à l'image plutôt débonnaire.

En réalité, il s'agissait **d'un criant aveu de faiblesse, destiné à masquer le bilan affligeant qu'il présentait.**

Méthode Coué

Au moment de présenter les comptes du Département, J-Y Dusserre promet que 2011 sera l'année où les Hautes-Alpes récolteront «les fruits espérés d'une bonne gestion».

Apparemment, il est très content de lui. **Qu'en penseront les Haut-Alpins?**

Méthode Coué (bis)

Le même Dusserre affirme sans rire que le Département est le meilleur «garant de services publics de qualité» sur notre territoire.

Après le départ de l'armée de Briançon et Tallard, du Centre de tri postal de Gap, des services d'EDF, après les coupes sombres dans nos hôpitaux et nos établissements d'éducation, qui ont laissé sans la moindre réaction la majorité UMP, le propos ne manque pas de sel.

Un «rempart» plus percé que la ligne Maginot !



Silence, on pense !

A.C. Graglia, qui proposait que le département s'engage sur un projet d'envergure en faveur du lac de Serre-Ponçon, en y associant la Région et l'Etat, **J-Y Dusserre a répondu dans le plus pur style monarchique:**

« Figurez vous que j'y ai pensé. »

Alors là, nous sommes sauvés.

Cages à poules

Mis en cause à maintes reprises pour sa gestion passée, Auguste Truphème a explosé:

« Vous osez nous reprocher l'achat de l'hôtel Lombard pour le CDT. Nous l'avons payé 300.000 €. **Et en même temps nous revendions 450.000 € les cages à poules de la Chambre d'Agriculture.** C'est ce que vous appelez de la mauvaise gestion ? »

Le mur du çon

Franchi par le rapport du Conseil général, qui affiche fièrement une grande nouveauté: la mise en place d'un réseau «points visio public».

Remarque de Gérard Fromm : «vous ne manquez pas d'air! ces bornes interactives existent depuis plusieurs années; c'est moi qui les ai fait installer !»

La lettre des Elus Démocrates et Républicains
Directeur de la publication : Christian Graglia

Contact : Mickael Guittard 04 92 40 39 35
mguittard@cg05.fr

Site internet:
www.groupe-democrate-republicain.com

Après la disparition tragique de notre collègue Robert Blache, nous avons appris qu'une élection partielle serait organisée en novembre à St-Firmin.
Nous aurions préféré, **ne serait-ce que pour respecter le deuil qui frappe cette vallée,** que l'on évite de se précipiter pour élire une personne pour un mandat de 3 mois, puisque le canton sera renouvelé en mars !